

Réflexions Nouvelles sur la Palmeraie de Porto-Novo

C'est un grand privilège et une rare satisfaction pour un chercheur que de repasser près de vingt ans plus tard là où l'avaient conduit ses premières enquêtes. Il y retrouve encore bien des têtes connues et qui le reconnaissent, toutes prêts à se rappeler comme soi-même leurs plus jeunes années. Et puis il y a les lieux, ces champs, ces chemins et ces maisons avec lesquels peu à peu on s'était familiarisé et que l'on recherche instinctivement. Cette joie de la redécouverte, l'auteur de ces lignes l'a éprouvée en avril 1969 en visitant pendant une semaine la Palmeraie de Porto-Novo qu'il avait longuement arpentée autrefois en 1950 et 1951. Il rend grâce aux circonstances qui lui ont permis ce court regard en arrière et il remercie tous ses amis dahoméens qui l'ont aidé à tant revoir en si peu de temps.

Mais ce retour en arrière, il a désiré qu'il soit aussi une prise de conscience du présent et, si peu que ce soit, une projection sur l'avenir. Et c'est pourquoi il a rouvert ses dossiers avec l'expérience de tout ce que son métier lui a appris entre temps; avec aussi l'enseignement de ceux qui sont venues après lui pour des missions différentes, dans un esprit différent. Sans doute eût-il été nécessaire de tout remettre sur le métier, de reprendre l'enquête démographique, les mesures des champs, d'entreprendre d'autres enquêtes autrefois difficilement pensables, notamment sur

20 MARS 1973

O. R. S. T. O. M. 197

Collection de Référence

n°

5991 Geogr.

les rapports ville-campagne, à n'en pas douter particulièrement passionnants si ce n'est originaux; espérons que des étudiants dahoméens auront la possibilité de s'y consacrer un jour prochain.

A défaut, nous croyons utile de livrer ces quelques réflexions et cette courte mise au point susceptible d'éclairer ceux qui auraient encore à se reporter à notre travail d'autrefois (1).

Que savons-nous maintenant de plus sur le milieu, et tout d'abord sur le milieu physique ?

Le substratum de la palmeraie est aujourd'hui mieux connu à la suite d'études de spécialistes. Pour la géologie, M. Slansky a levé beaucoup d'hypothèques avec son travail d'ensemble sur le bassin sédimentaire côtier du Dahomey et du Togo (2). Il considère le grand plateau de terre de barre qui va du Ghana au Nigeria comme postérieur au Lutétien et rattachable au Continental Terminal. La terre de barre, mélange meuble de sable et d'argile, résulterait d'une évolution latéritique et les grès ferrugineux que l'on rencontre à Sakété proviendraient d'une induration superficielle, correspondraient à un cuirassement (3). On serait donc bien en présence d'une formation pédologique, ce qui ne semblait pas admis en 1950.

Les analyses des pédologues distinguent suivant que les sols se trouvent dans les dépressions (gris : argilo-sableux), sur les bas des pentes (bruns : sableux) et sur le plateau lui-même (rouge : sablo-argileux). Ici ils sont profonds avec des profils homogènes jusqu'à 5 et 10 mètres. Ils s'enrichissent en argile en s'éloignant de la surface, 20 à 35 % pour passer à 35-55 %, mais de façon générale ils ont une bonne perméabilité, sans présenter d'engorgement ni d'effets de ruissellement en surface (4). Sous couvert naturel, celui-ci est limité et n'entraînerait pas une érosion de plus de 1 mm par 20 ans. Il deviendrait cependant plus dangereux sur pente de 4 % découverte, atteignant 20 T à l'hectare par an, mais le cas est exceptionnel (5). Par contre l'érosion chimique, avec perte des éléments échangeables alcalins (K—Na) est toujours importante (6). La fertilité des sols varie suivant les éléments considérés. La teneur en calcium est satisfaisante, accrue en surface par les tortillons que remontent les vers; celle en magnésium et sodium,

suffisante au Nord, le serait beaucoup moins à Porto-Novo — comme le potassium et les phosphates. Ces sols ne sont donc pas d'une grande richesse chimique et la culture fait rapidement tomber le taux d'humus qui entraîne lui-même une diminution de la capacité d'échange (7).

Ainsi la terre de barre se présente-t-elle comme un sol de bonne qualité physique (8), que les racines des arbres peuvent facilement prospecter en profondeur, mais elle est susceptible de se fatiguer assez rapidement; elle demande à se reconstituer par la jachère ou aussi bien par les engrais, surtout azotés quand il s'agit de culture du maïs, plutôt à base de potasse pour le palmier à huile.

Avec la perméabilité de la terre de barre, à mesure que le plateau s'élève en allant vers le Nord, la nappe phréatique s'enfonce, comme le montrent bien maintenant les cotés d'altitude des puits (surface et fond). Il est juste de relier, comme l'a fait P. Willaime, peuplement et densité de culture avec la profondeur des puits. Maximum en dessous de 25 mètres, ils fléchissent à 35 mètres comme à Sakété (38 mètres) et sont incomparablement plus faibles passés les 50 mètres, ainsi à Yoko (54 mètres). Cette impression se dégage nettement sur la carte vers Takon où la population est agglomérée au bord du marigot alors que sur le plateau les installations se font rares vu le manque d'eau. Le paysage s'en ressent: la palmeraie fait déjà place à de vastes clairières consacrées à la culture du maïs comme beaucoup plus au Nord. L'habitat dispersé n'est en effet possible qu'à condition d'avoir des puits de profondeur raisonnable à proximité immédiate, ce qui se rencontre de moins en moins au Nord du 6° 37', sauf bien sûr non loin des marigots. Toutefois la concentration de l'habitat sur quelques grands centres, Takon, Ifanhim et Sakété, pourrait bien correspondre aussi à des phénomènes humains, les Nago étant de civilisation urbaine (9).

Ces constatations sont aujourd'hui plus nettes avec la cartographie récente au 1/50 000^e dérivée de la couverture aérienne (10). Mais comme attendu, l'échelle est encore insuffisante vu le degré d'occupation du sol et ne permet pas de nuancer convenablement la dispersion de l'habitat, en particulier aux abords de la zone la plus peuplée au Sud d'Adjara. La toponymie et la végétation sont aussi sacrifiées.

Du point de vue physique, la nouvelle carte, par la qualité de ses courbes de niveau (tous les 10 mètres) et l'abondance des points cotés, donne une image fidèle du modelé de la palmeraie. On voit notamment apparaître ici et là des dépressions fermées, difficiles à repérer au sol. L'une d'elles, au Nord de Gbada, fait environ 800 m de diamètre et est comprise entre les cotes 48 et 60 m; une autre encore au Nord de Takon est portée comme ceinturée de végétation. Elles sont vraisemblablement tapissées de sols hydromorphes et présentent par conséquent des utilisations particulières. Pour le reste la carte ne semble pas offrir de nouveautés particulières. La position des marigots, leur profil tant latéral que longitudinal, tout cela avait été bien suggéré par Fourn en 1911. Quant au mouvement général du plateau, il reste ce que l'on en savait déjà, s'élevant doucement du Sud vers le Nord pour atteindre 100 m au 6° 45'. A hauteur de Takon, on constate un léger bombement (75 m) avec retombées sur l'Est et l'Ouest (alt. 60 m).

Un nouvel examen de la pluviométrie réserve des surprises. En effet la moyenne de 1931-1960 par rapport à celle de 1926-1950 s'avère plus forte de 6 % — 5 % pour Porto-Novo (1 352 mm au lieu de 1 286 mm). Ceci est important si l'on admet que la forêt ne peut se développer que sous 1 250 mm et en particulier sa composante essentielle ici, l'*Elaeis guineensis*. Or le chiffre avancé de 1 133 mm passe pour 1930 à 1960 à 1 191 mm et devient en 1970, 1 250. La décennie 41-50 avait été peu arrosée à l'inverse de la suivante et de celle qui vient de s'achever, d'où une majoration des moyennes. (Porto-Novo pour 45 ans — 1926 à 1970 — passé à 1 429 mm). La nouvelle courbe reproduit de façon très fidèle la précédente en maintenant à peu près semblables les maxima de juin et les minima d'août et en relevant un peu les chiffres de grande saison sèche et de petite saison des pluies — la grande saison des pluies relevant aussi son importance en début (mars) et en fin (juillet).

Les régimes particuliers des trois stations d'observation (11) sont caractérisés par une forte pointe de grande saison des pluies à Porto-Novo (313 mm en juin au lieu de 209 à Adjohon et Sakété) et par un maximum secondaire d'octobre

supérieur à Sakété (193, pour 176 à Porto-Novo); pour le reste, les trois courbes sont à peu près parallèles.

Les variations annuelles apparaissent toujours très fortes. Aux années records en minimum, de 1927 avec 913 mm à Porto-Novo et de 1937 avec 676 mm à Adjohon (devenu depuis sur les statistiques 700 mm), on opposera le maximum de 1968 de 2876 mm à Porto-Novo, corroboré cette fois par Sakété (2020 mm) et Adjohon (1825 mm). Cette situation tient au fait qu'il n'y a pas eu de petite saison sèche, le front intertropical s'étant tenu beaucoup plus au Sud que normalement (entre les 17' et 20' parallèles). Août a reçu 661 mm au lieu de 31 et juillet à octobre inclus 2 mètres au lieu d'un demi-mètre. Les 5 et 6 août sont tombés respectivement 110 et 106 mm, alors que déjà le 30 juillet en avait reçu 123.

De façon générale, la variabilité d'après les années les plus et les moins pluvieuses pour Porto-Novo sur 45 années s'élève à 15% par rapport à la moyenne de 1361 mm, les 2/3 des années déficitaires étant groupées dans la première moitié de cette période, comme il fallait s'y attendre, mais cette fois la courbe d'années en dessous et au-dessus de la moyenne est à peu près égale.

Quelques éléments nouveaux sont connus depuis 1950. Ainsi l'évaporation qui n'a pas dépassé en 1968 en moyenne 1,2 mm par jour à Porto-Novo avec maximum en mars (1,9 mm) et minimum en juin-juillet (0,7 mm). Quant à l'inso-lation, elle n'est mesurée qu'à Cotonou et ne correspond donc pas exactement à la palmeraie. Elle pourrait théoriquement atteindre 11 heures par jour. A titre d'indication, en 1968, année exceptionnelle pour la pluie, elle a été en moyenne de 6,7 h, avec maximum en février soit 8,4 h et minimum en juillet (alors qu'elle pourrait être la plus forte 11,5) avec 2,3 h.

En ce qui concerne le **milieu humain**, la population de la palmeraie n'a cessé de s'accroître depuis 1950. Estimée alors, sans Porto-Novo, à 165 000 habitants, avec une densité de 275 h/km², elle s'élevait en 1962 à 208 000 h. et près de 350 h/km², mais avec une marge d'imprécision importante. (l'accroissement annuel serait alors de 2 %). Les éléments nouveaux d'appréciation remontent à l'enquête démographique de 1961 (12). Bien qu'il s'agisse de recensement

par sondage, ici au 1/20^e, il est certain qu'à défaut d'études à partir de l'état-civil exhaustif toujours attendu, ce soit la seule méthode d'appréhension valable des mouvements naturels de la population.

Le taux de féminité de 110 avancé en 1950 s'est trouvé vérifié (109), mais non expliqué et quand on voit qu'il concerne tout le département du Sud-Est (alors que l'ensemble du pays ne fait que 104), les raisons dépassent les causes locales. Inexpliquées aussi — et encore plus troublantes — ces variations aux différents âges. C'est évidemment la pyramide des âges telle qu'elle ressort des résultats bruts qui est à mettre en cause, l'âge des individus s'appréciant toujours difficilement au coup d'œil (13). Et force est de construire des pyramides rectifiées, mais les interprétations deviennent fragiles. Il est vraisemblable toutefois que la proportion des moins de 15 ans ne soit pas de 35 %, mais de 46 %, ce qui peut être expliqué très différemment, aussi bien dans le sens d'un dénombrement qui était imparfait que par une chute récente — et sans doute réelle — de la mortalité infantile.

La situation matrimoniale ne semble pas s'être modifiée, les 143 femmes pour 100 hommes mariés étant très voisins des 145-146 de 1950 et la répartition entre ménages à 2, 3 et 4 femmes étant restée la même. On doutera que le nombre de mariages contractés par une femme de 50 ans ne soit que de 1,4; le nombre d'enfants nés vivants au même âge par contre n'étonne pas, mais aucun chiffre n'est avancé pour la stérilité. On sait cependant son importance dans certains pays, comme le Gabon, où il atteint 30 % (14).

L'enquête de 1961 a apporté les premières indications sur la natalité et sur la mortalité, mais bien sûr d'après les déclarations des événements survenus dans les douze derniers mois, ce qui laisse toujours planer des doutes, essentiellement d'ailleurs dans le sens d'une sous-estimation. La mortalité s'élevait à 2,8 % et pour les enfants de moins de 1 an à 11,5 — tombant à 1,05 et 4 en milieu urbain — l'espérance de vie à la naissance étant dans l'un et l'autre cas de 37,5 et 53,8 années. La natalité, un peu plus faible en milieu urbain, 4,7, accuserait un taux de 5,3 pour un taux de fécondité de 0,22. Il en découlerait un taux d'accroisse-

ment de 2,5 en milieu rural et 3,5 en milieu urbain. Aussi n'y a-t-il pas de doute que — toutes choses égales par ailleurs — la palmeraie de Porto-Novo soit en progression rapide, comme la plus grande partie de l'Afrique.

Les problèmes démographiques prennent ainsi une importance primordiale. Si le nombre d'inactifs par vieillesse est relativement peu élevé, la jeunesse scolaire, en ne tablant que sur celle de 6 à 13 ans, représente déjà 60 000 enfants. Face à la population rurale assurée tant bien que mal de son gagne-pain se tient une population urbaine en pleine croissance, essentiellement d'ailleurs avec Porto-Novo qui est passée de 1950 à 1970 de 35 000 à 87 000 habitants, sans que pour autant le nombre des emplois productifs ait crû dans la même proportion.

La croissance de Porto-Novo n'est pas en elle-même absolument concluante car la palmeraie n'a rien d'un monde clos, s'ouvrant en particulier très largement sur Cotonou situé à 30 kilomètres et dont le développement a été spectaculaire, de 40 000 à 150 000 habitants en 20 ans, sans doute en partie au détriment de la palmeraie. Aussi lorsque l'on examine les statistiques globales faudrait-il tenir compte de ces mouvements migratoires, et avec les seuls recensements de la sous-préfecture de Porto-Novo sur 15 ans, le gain n'apparaît plus que de 38 500 à 39 000, donc tout à fait limité dans la mouvance immédiate de la ville, s'il l'est beaucoup moins lorsque l'on s'en éloigne, dans les sous-préfectures de Sakété et d'Adjohon, mais déjà en partie en dehors de la palmeraie.

Le milieu humain est en voie de transformation sous l'effet de l'action administrative. Alors que le Cercle de Porto-Novo ne comptait en 1950 que 5 subdivisions aux mains d'un seul fonctionnaire d'autorité, avec pour seul relais jusqu'au village des chefs de canton, souvent dans la lignée des chefs traditionnels mais en partie illettrés, aujourd'hui il y a 6 sous-préfectures (Avrankou en plus) et 18 arrondissements qui assurent une transmission bien plus efficace des décisions du pouvoir central, parmi les 370 villages qui en relèvent (15).

Les écoles ont été multipliées, passant de 39 à 171 (avec 749 classes) et de 5 900 élèves à 29 000 (dont 9 500 filles) (16). Le taux de scolarisation approche ainsi de 50 %. De même les dispensaires et les maternités.

En principe chaque arrondissement doit être le centre des commodités sociales à la portée de chaque citoyen, vu l'exiguïté des distances à parcourir et avec des moyens suffisants pour pouvoir accueillir tout le monde.

Comment la palmeraie semble-t-elle évoluer ?

La première constatation est celle d'une permanence. Le paysage dans l'ensemble n'a pas changé depuis vingt ans : l'aspect de palmeraie reste dominant. Ce n'était pas inéluctable car, pour augmenter une production vivrière nécessairement plus sollicitée, les arbres eussent pu être abattus en beaucoup plus grand nombre. A l'inverse vers le Nord, on eût imaginé leur multiplication naturelle avec l'ancienneté croissante des défrichements, le palmier étant en principe, à des degrés différents, conservé dans les cultures. Le réseau routier est resté aussi en gros le même, sauf élargissement de chemins pour le passage des camions et quelques nouveaux tronçons de route remontant à l'époque des investissements humains. Il ne semble pas non plus que l'implantation humaine se soit beaucoup modifiée. A Honvié, le nombre de maisons — les **tafa** — n'a pas bougé, ce qui ne surprend pas vu la densité très forte déjà atteinte et l'exiguïté de la surface cultivable par habitant. La dispersion a toujours cours, sans que l'aménagement des axes routiers n'amène de velléité à se regrouper. Les habitudes autant que la commodité de l'exploitation plaident en ce sens. Les maisons elles-mêmes gardent leur unité d'ensemble. On observe partout des modifications de détail mais le noyau subsiste. Le caractère précaire des cases fait que la mort ou le départ de leurs propriétaires risquent d'entraîner leur abandon, mais à l'inverse des jeunes, des absents construisent et certains reconstruisent. Sur ce point par conséquent, rien de nouveau.

Cependant des améliorations incontestables se relèvent. Sans doute le matériau de base reste-t-il la terre de barre, prélevée à proximité immédiate des cases dans des fossés toujours maintenues béantes. Le plan d'ensemble ne connaît pas de modifications substantielles : la case reste un bâtiment allongé à deux ou trois pièces d'affilée communiquant par l'intérieur. Là où ce type n'avait pas encore droit de cité comme chez les Ouemenou, il s'y est maintenant largement développé. A Sissekpa (près d'Adjohon) par exemple,

le nombre des cases rondes est devenu insignifiant et les cases rectangulaires à une pièce qui leur avaient succédé tendent à se souder deux à deux pour donner la case allongée.

La grande transformation est la multiplication des toitures en tôle ondulée. Son apparition n'a pas été brutale et ne correspond certainement pas à une évolution psychologique. Les raisons pratiques l'imposent : alors que les palmes se dégradent rapidement, retiennent la vermine et courent les risques d'incendie, la tôle résiste au moins vingt-cinq ans, la durée de la maison elle-même, aussi séduit-elle, avec en plus le caractère ostentatoire qu'on peut lui attribuer. Bien des pays l'ont largement adoptée, comme le Nigeria, et à Porto-Novo en 1950 elle était déjà très répandue. Le prix de revient est déterminant. Si peu élevé soit-il en valeur absolue (de l'ordre de 300 F. CFA le mètre carré), ramené aux ressources du paysan, il prend alors une grande importance. L'avantage est tel que, même dans les campements de culture, on voit les cases construites sommairement, recouvertes de tôles posées à plat. A Honvié, dans la maison proposée comme exemple (17), le quart seulement de la surface construite est ainsi couvert. Curieusement on a l'impression que l'emploi de la tôle va diminuant à mesure que l'on s'éloigne de la ville. Les différences de prix ne sauraient jouer sur de si courtes distances, mais ici la valeur exemplaire l'emporte et probablement les revenus liés à l'économie urbaine sont-ils aussi plus élevés.

Pour ce qui est des nouvelles constructions de ce village, on constate que les plus vastes n'appartiennent pas le plus souvent à des résidents, sauf s'il s'agit de cultivateurs joignant à leur exploitation un commerce rémunérateur, mais à certains de leurs parents qui travaillent à la ville. Selon l'échelle des gains, ce sera non seulement la toiture qui sera transformée mais le bâtiment tout entier. Ses cotes seront plus vastes dans les trois dimensions ainsi que les ouvertures dotées elles-mêmes d'huisseries en bois. Il en ira ainsi pour le manoeuvre spécialisé qui travaille pour le compte des huileries (même à Bohicon), pour le chauffeur de taxi à Cotonou, pour le gendarme à Porto-Novo, mais l'instituteur de la capitale se fera construire une villa en dur, en parpaings de ciment dont le sable vient du littoral et le ciment de Cotonou.

Il n'est pas besoin de préciser que plus d'un voient trop grand au départ et que leurs constructions ne parviendront pas à leur terme en une année, si même elles seront jamais achevées, la pluie affouillant vite les fondations et détériorant les matériaux sans protection. Malgré des échecs les progrès sont évidents, surtout dans certaines bourgades où l'habitat est concentré pour des raisons commerciales, comme vers la frontière de Nigeria (abords de Meridjonou) ou à Kouti. Ici les maisons jointives, toutes crépies de couleurs vives, produisent la meilleure impression.

Ces brèves notations font ressortir l'attachement que l'absent porte à son village natal où restent les siens, où lui-même revient fréquemment et où, de toute façon il envisage de prendre un jour sa retraite et de finir ses jours. Et pour bien souligner cet ancrage au-delà même de la vie, les monuments funéraires dans les cours des maisons vont se multipliant.

De même on parle toujours d'éclatement de la grande famille, de sa réduction au ménage comme en Europe, mais cette évolution n'était pas encore sur le point d'aboutir en 1961, si l'on en croit l'Enquête démographique qui donne comme taille moyenne de la concession dans le Sud Dahomey 14 habitants, le plus fort de tous les pays francophones d'Afrique (18).

Il ne semble pas que l'agriculture de la palmeraie ait fait beaucoup de progrès en vingt ans. Le paysage rural est resté à peu près le même, appauvri peut-être çà et là par l'abattage de palmiers pour avantager les cultures vivrières. Les parcelles sont toujours d'aussi faible taille et les plantes cultivées restent les mêmes. On dit volontiers que ces terres sont maintenant absolument épuisées par un usage excessif, pratiquement ininterrompu, et de fait quand on considère certains secteurs gagnés par l'*Imperata*, on pense qu'ils sont définitivement irrécupérables. Le sol lui-même a perdu sa belle couleur rougeâtre et sa consistance; il semblerait plutôt s'apparenter au sable des confins sahéliens. Que peut rendre dans ces conditions une culture assez exigeante comme celle du maïs, toujours très en honneur (19)? Celle-ci connaît en effet des résultats très médiocres, avec un rendement apprécié à 500 kg/ha et de nombreux aléas (20). 1950 et 1951 furent des années de

disette : une épidémie de rouille s'implanta à la faveur des saisons de pluie très humides, mais la faible résistance de plantes mal nourries aida sûrement. On rechercha alors à la Station d'agriculture de Niaouli des variétés plus adaptées, mais leur valeur gustative ne fut pas appréciée et surtout leur cycle végétatif s'avéra trop long. Ce fut donc un échec et un découragement pour les agronomes. Le maïs est de façon générale très sensible aux conditions atmosphériques, à la quantité optima d'eau à la bonne époque. Les rendements baissent avec la sécheresse, mais aussi avec les pluies excessives; ils sont les meilleurs évidemment quand elles ont été correctement réparties au cours de chacune des saisons. Toutefois les services de l'Agriculture préconisent les semis précoces, surtout en deuxième saison, pour que le fort de la croissance se fasse au moment où les chances d'avoir la pluie sont maxima. Ainsi l'irrégularité des rendements ajoute-t-elle encore à leur faiblesse pour en faire une culture antiéconomique; mais est-elle vraiment condamnée ?

On aimerait pouvoir dire si les proportions accordées à chaque type de culture ont varié, notamment en ce qui concerne le manioc dont la progression en toutes régions de l'Afrique s'avère étonnante (21). Si l'on s'en tient au seul rapport de l'Agriculture de 1965, les surfaces étaient pour la Palmeraie de 36 000 ha avec une production de 265 000 T. contre 77 000 ha et 42 000 T. au maïs. Comparés à nos propres chiffres de Honvié en 1950, proportion de 1 à 6, l'accroissement de la part du manioc serait alors considérable — et à cela il faudrait ajouter celui de l'arachide et des haricots, plus spectaculaire encore et signe évident alors du dépérissement d'une plante qui ne trouve plus sur place les conditions favorables à sa croissance.

On sait quelles sont les carences des sols — et les essais poursuivis par l'I.R.A.T. à Meridjonou les préciseront encore. Ne pourrait-on pas y apporter des remèdes plus efficaces que le modeste compost dont nous avons signalé l'emploi ? En d'autres termes quel serait le rôle des engrais ? On s'y est largement intéressé pour le palmier à huile — mais pour les cultures vivrières, beaucoup moins. Les premières ventes officielles d'engrais ont commencé en 1956 avec 7 tonnes et l'année suivante 40 tonnes au prix de 12 francs le kilo. Il n'en est plus question dans les rapports du service de

l'Agriculture qui ont suivi immédiatement (22). Le choix de l'engrais et son dosage sont délicats; on s'était arrêté sur le N.P.K. répandu à raison de 300 kg à l'hectare. Ici et là des essais avaient eu lieu après 1960 et les paysans pensent qu'ils étaient probants, avançant même un doublement de la production. Mais le prix d'achat les retient et leur utilisation reste sporadique. Il semble pourtant que ce soit la voie indispensable, non pas tellement pour maintenir ou développer une agriculture commerciale, mais seulement pour continuer à assurer la subsistance.

Sans engrais la jachère reste le seul moyen de régénération des sols. L'I.R.H.O. estime qu'un sol cultivé 5 années consécutives devrait bénéficier d'un temps de repos de 6 ans, soit un besoin de terre, compte tenu des rendements, de 1 hectare par personne (23), ce qui n'est évidemment pas pensable vu la densité de la population. P. Willaime avance que dans la banlieue de Porto-Novo les jachères de 2 ans ne représentent pas 10 % par rapport aux cultures (24), cette proportion passant progressivement à 40 % au-delà de la limite Adjohon-Sakété. Dans l'enquête de la SONADER à Agonvi plus au Nord, il est calculé que pour une année de culture la jachère dure 2 ans (25).

Si la culture vivrière semble bien abandonnée à elle-même, l'élaeculture fait l'objet de beaucoup plus d'attention. C'est en effet un poste majeur dans le commerce extérieur du Dahomey, une de ses sources principales de devises (1,5 milliard sur 3,750, quand on sait que le déficit de ce commerce est de 7 milliards en 1967). Qui plus est, la population allant sans cesse s'accroissant, la consommation d'huile suit la même courbe et la production risque ainsi de devenir insuffisante au moins pour les besoins du commerce extérieur, alors que, répétons-le, le palmier est une des ressources les plus sûres du pays.

La nécessité de transformer la palmeraie naturelle ne date pas d'aujourd'hui et la continuité des efforts est matérialisée par l'existence de la Station de Pobé qui remonte à 1921, animée depuis 1946 par l'I.R.H.O. C'est là où se sont poursuivies les recherches des variétés les mieux adaptées, les plus productives, les résistantes. La masse des connaissances accumulées est énorme, mais ce qui compte tout autant, c'est leur application.

Cette tâche fut confiée, à l'intérieur du Service de l'Agriculture, à un Secteur de la Rénovation de la Palmeraie qui fonctionna à partir de 1947, alimenté par les crédits du Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social qui représentèrent 500 millions en dix ans. On installa d'abord des plantations sélectionnées à titre expérimental sur les terrains de propriétaires consentants dans un but de démonstration. Des panneaux en ciment portaient inscrit le but de l'opération. Les vestiges en sont encore visibles et l'on peut juger combien le résultat a été décevant. Puis on entreprit la diffusion des palmiers sélectionnés dans les plantations individuelles. C'était une opération de grande ampleur. Il fallait créer d'une part des pépinières pour assurer un bon départ aux jeunes plantes; d'autre part, pour recevoir les petits pots en vannerie dans lesquels elles s'étaient développées, les terrains préalablement débroussaillés et piquetés devaient être aussi trouvés. En 1953, un million de palmiers avaient ainsi été mis en place, dont 700 000 dans la palmeraie de Porto-Novo. Dans la période suivante un nouveau million de palmiers le furent encore, dont 450 000 sur Porto-Novo. L'opération dans l'ensemble a échoué. Des difficultés ont surgi de tous côtés et notamment en pépinières où une maladie a causé des ravages, mais les plus irrémédiables sont encore venues des hommes qui ont totalement négligé d'entretenir les plantes, voire même de les protéger, et dès le début les pertes furent importantes et aujourd'hui on peut se demander ce qu'il reste de tout ce coûteux effort.

A partir de 1954, conscient qu'il faisait fausse route, le S.R.P. prit une autre orientation: les périmètres de mise en valeur agricole. Il était en effet pertinent de vouloir concentrer la production — quantitativement et qualitativement — autour des huileries nouvellement installées, et Gbada fut retenu pour un premier essai. Les villageois étaient associés à l'entreprise, mais la transformation leur apparut bien brutale. La campagne était aménagée en bandes alternantes, les unes de palmiers sur deux ou quatre lignes, les autres larges de 20 à 32 mètres étant réservées pour les cultures vivrières, celles-ci pouvant aussi se faire entre les palmiers pendant les quatre ou cinq premières années. 1 500 hectares furent ainsi plantés, mais les 500 propriétaires, d'ailleurs un peu réduits à la portion congrue pour

leurs cultures, ne respectèrent pas les palmiers — et là encore les résultats immédiats furent affligeants.

Cette expérience consacra la fin des entreprises de modernisation agricole basées sur une association palmier — culture vivrière à laquelle on avait vu jusqu'alors beaucoup d'avantages, même sur le plan écologique. Toutes celles qui depuis ont suivi prévoient des plantations homogènes sur de grandes étendues avec disposition des palmiers tous les 9 mètres en triangle. Cette formule facilite évidemment l'entretien et la récolte. Mais du même coup les cultures — et leurs propriétaires — doivent être rejetés sur la périphérie. C'est ce qui se fait actuellement à Agonvi au Nord de Sakété où en 1969, 5 649 ha ont déjà été plantés. Des terrains ont été préparés pour les villageois avec décomposition en soles et obligation de suivre une rotation dans la suite des cultures. L'utilisation judicieuse du terrain, la mécanisation possible entraîneraient à la fois une augmentation des rendements et une économie considérable de temps réutilisable pour les plantations (26).

Ce sont des grands blocs du type Agonvi qu'il est question d'aménager au cœur même de la palmeraie. On peut en voir un très bel exemple à Meridjonou, (9 km. à l'Est de Porto-Novo). Les palmiers couvrent plus de 600 ha dans un ordre impeccable. Les sols d'abord découverts et par conséquent livrés à l'*Imperata* ont été semés en *Pueraria phaseolides*, légumineuse d'entretien facile et présentant l'avantage d'être appréciée par le bétail. A partir de ce bloc exploité sous le contrôle de la SONADER, a été montée une ferme d'exploitation utilisant les tracteurs, également un petit ranch d'une cinquantaine de têtes d'adultes et un petit foyer artisanal où l'on prépare toutes sortes d'objets usuels en vannerie. Non loin de là se tiennent les parcelles expérimentales de l'I.R.A.T. destinées à rechercher les meilleures variétés de plantes vivrières et à étudier l'action des engrais.

Toute cette action, même si elle tend à renouveler les conditions d'existence des paysans ne va pas au départ sans difficulté. On calculait en effet qu'en déduisant les 87 ha occupés par les maisons et leur environnement, il ne restait plus que 200 ha pour nourrir la population d'un millier de personnes.

Cette concurrence du palmier et du maïs reste un problème fondamental et c'est bien au vivrier que le paysan continue à accorder tout son souci. La palmeraie semble même avoir pâti de l'accroissement des besoins en céréales dans la mesure où on l'éclaircit pour assurer un meilleur rendement à celles-ci. D'autre part l'entretien est de plus en plus précaire. Grimper est de moins en moins en honneur et de ce fait les salaires ont sensiblement augmenté (de 2,5 à 5 francs pour un arbre alors que l'huile n'a pas suivi ce mouvement de hausse).

Les huileries du Plan (Avrankou et Gbada) avaient été mises en place pour essayer de rationaliser la production de l'huile de palme: d'abord obtenir une huile de bonne qualité, ensuite augmenter le rendement avec un meilleur taux d'extraction et un gain de temps considérable, enfin simplifier le système de la commercialisation. Le producteur tout comme l'État devaient en retirer les bénéfices. Au bout d'une période de vingt ans de service, peut-on dire que ces résultats ont été atteints?

Sur le plan technique, les usines semblent avoir marché correctement. Assez rustiques, nécessitant peu de personnel hautement qualifié, fonctionnant quasiment en circuit fermé (coques brûlées), elles n'ont pas connu de graves a-coups. Leur rendement est celui qu'on attendait, un taux d'extraction se tenant entre 8 et 9 % et une acidité moyenne de 3%. Mais sur le plan économique? Au départ, la grande crainte du gouvernement avait été que le paysan — pour de multiples et complexes raisons — ne fournisse pas la matière première. Il n'en a rien été et à la 5^e année d'exploitation (1956) les usines atteignaient leur plafond avec 5 600 tonnes. Toutefois l'objectif ultime n'a pas encore été réalisé puisqu'il avait été prévu que la capacité devrait normalement être doublée. Dans ces conditions les frais sont rémunérés mais il n'y a pas de bénéfice. La collecte par camions revient cher du fait que la densité inégale des palmeraies et surtout le faible rendement en huile obligent à accroître le rayon parcouru et à entretenir un réseau routier plus important. D'autre part l'alimentation au cours de l'année est irrégulière, beaucoup plus que la récolte elle-même, et si l'usine fonctionne en mars-avril à son maximum, six fois vingt-quatre heures par semaine, pendant trois mois de

l'année elle s'arrête complètement. Elle ne tourne de façon vraiment satisfaisante que pendant six mois, le poids de régimes traités étant de 48 000 tonnes, alors qu'on estime possible 20 000 tonnes de plus.

Cette situation provient de ce que le paysan continue à fabriquer l'huile, la sienne bien sûr, mais davantage encore qu'il écoule sur le marché. Il vend facilement ses régimes à l'usine en pleine saison, alors que tous ses soins vont à ses cultures, mais le reste du temps, il les garde. Les calculs montrent en effet qu'au prix du kilogramme de régime payé par les usines (2,80 fr), il y gagne en argent, même s'il a perdu un temps considérable, ce qui après tout n'a pas d'importance puisqu'il n'a rien d'autre à faire, lui où sa famille. En dehors de la saison, les cours de l'huile montent aussi et le bénéfice en est d'autant plus grand. Par ailleurs pour l'alimentation on préfère toujours la fabrication artisanale. De la sorte toute l'huile destinée à la consommation locale échappe aux usines et c'est une quantité bien supérieure à ce qu'elles produisent. Ce serait donc peut-être un premier point à résoudre, amener toute la population, et notamment celle de la ville, à ne plus consommer que de l'huile industrielle, comme cela est maintenant parfaitement admis en Côte-d'Ivoire. La spéculation cesserait, mais la collectivité y trouverait son profit. Les usines du même coup pourraient procéder au doublement de leurs installations, y compris les moyens de stockage. Cette opération serait certes délicate à opérer et les circuits commerciaux devraient être révisés en conséquence.

Il faut encore signaler qu'une usine de transformation des palmistes fonctionne à Cotonou depuis 1965. Toute la production de la palmeraie est obligatoirement dirigée sur elle, ce qui concerne doublement le producteur du fait que les cours sont maintenant garantis aussi (prix d'achat 19 fr. depuis 1965). Tout le dispositif des usines a été remis depuis le 1^{er} janvier 1962 à la Société Nationale des Huileries du Dahomey (SNAHDA), qui assure en même temps le stockage au port et la commercialisation sur le marché mondial.

Il est évident que si les circuits commerciaux ont été transformés au stade de l'exportation, il ne l'ont pas encore été à l'intérieur du pays. Et pour s'en convaincre, il n'est que de visiter le grand marché d'Adjarra. Il n'a pas été matériellement possible de refaire le décompte des ven-

deurs ou de connaître leur nombre par les droits de place trop irrégulièrement perçus; de même il n'existe pas de plan cadastral. Mais il est patent que l'emprise s'est agrandie ces dernières années, au rectangle initial s'étant adjoint une aile à l'Ouest et, à l'Est, un peu à l'écart, un nouvel emplacement réservé au petit bétail. Ces agrandissements se seraient faits en plusieurs fois, 1954, 1960, 1964, et donnent l'impression d'un doublement de surface. Les installations elles-mêmes se sont améliorées et depuis 1961 une partie des comptoirs sont couverts en tôle, quoique beaucoup le soient encore en feuilles de raphia.

A cela près, le dispositif du marché apparaît immuable, avec ses secteurs réservés aux produits vivriers, à l'huile, aux plats cuisinés, ceux pour les tissus et l'habillement, pour la quincaillerie et la pharmacie, les nattes, les statuettes, les tamtams, les crânes d'animaux, les peaux, les herbes médicinales, les feuilles pour enrouler la pâte de maïs (**akasa**). L'inventaire n'est pas complet, mais il est exactement conforme à celui de 1950; enfin les artisans ont toujours leur propre coin: forgerons, bijoutiers, menuisiers. À noter la vente des cercueils en roko (simples à 3700 fr, avec petite fenêtre et dorures pour 5000 fr). Le secteur le plus récemment aménagé est celui du petit bétail subdivisé en blocs bien distincts, pour les porcs (très nombreux), pour les chèvres, pour les canards, pour les dindons; à l'extrémité se vendent les fûts vides et, fabriqué à partir d'eux, le matériel pour distiller le vin de palme (**sodabi**). Parmi les produits importés, on constate l'élargissement des pays intéressés, ainsi pour les tissus l'Italie, l'U.R.S.S. et aussi le Nigeria; pour la vaisselle émaillée le Nigeria encore et Hong-Kong. On perçoit l'importance du trafic qui s'effectue au travers de la frontière toute proche.

Comment expliquer cette stagnation de la palmeraie sans évoquer son économie? (27) Le bilan est très difficile à établir au long des années en raison des fluctuations dans la production dues aux aléas climatiques, et dans les prix, en partie en raison du marché mondial, l'un et l'autre facteurs étant d'ailleurs étroitement liés.

Les prix locaux sont éminemment variables pour des raisons purement techniques, connues depuis très longtemps, mais sur lesquelles il est très difficile de jouer.— les mesures,

les bascules, la diffusion des mercuriales. Ils varient en fonction de l'espace, de la distance de la capitale, mais la spéculation intervient pour brouiller un rapport qui devrait dépendre essentiellement du coût des transports et de la rémunération des intermédiaires. Mais ils sont beaucoup plus sensibles encore au facteur temps. Ceci est très net pour le maïs, un des fondements de l'alimentation. La climatologie intervient directement sur sa production; les pertes au stockage sont considérables (de l'ordre de 25 %). Si la dernière récolte a été insuffisante, au moment de la soudure les **prix** montent en flèche, et si elle a été gravement affectée sans que les cercles voisins arrivent rapidement à pallier, comme cela a été le cas en 1950 et 1951, c'est alors la débandade et les **prix** seront susceptibles en quelques mois de quadrupler. La courbe que l'on pourrait établir au cours des vingt dernières années d'après les chiffres consignés dans les rapports de l'Agriculture, d'ailleurs irrégulièrement et bien approximativement relevés, n'est pas très significative. Il semblerait en éliminant les années exceptionnelles qu'elle s'était tenue depuis 1948 autour de 20 fr, mais qu'elle marquait plutôt un fléchissement après 1960 en oscillant autour de 15 fr sans que l'on puisse au premier abord en déterminer les causes: concurrence d'autres produits vivriers moins chers, importation des régions voisines, certainement pas production locale accrue. En tout état de cause la croissance urbaine aurait dû influencer la demande, mais la médiocrité du pouvoir d'achat n'allait pas dans le sens d'une augmentation des prix.

Pour les produits du palmier, les prix ne semblent pas non plus avoir joué dans le sens du producteur. Sans doute les cours mondiaux exercent-ils une action déterminante, mais contrairement à ceux de beaucoup d'autres matières premières, ils font preuve ici d'une relative stabilité au travers des années (sauf exception comme au moment de la guerre de Corée); il n'y a pas progression mais pas plus détérioration. Cette situation se répercute à l'achat. Depuis que les usines fonctionnent, les régimes sont achetés uniformément sur la base de 2,75 fr le kilogramme. Traités de façon artisanale à 6,4 % d'huile à 30 fr en moyenne le kilo et 9 % de palmistes à 19 fr (sans tenir compte de la valeur du sous-produit pour la plus grande partie réutilisé

pour l'extraction), la recette dépasse alors 3,50 fr (et même plus si l'huile est vendue au détail par les femmes). Le bénéfice est médiocre si l'on considère que ces 0,75 fr représentent un travail de 6 minutes d'homme et de 4 minutes de femme. On est loin en dessous du tarif du manœuvré (125 fr par jour), mais dans la mesure où la transformation des régimes est le seul moyen d'accroître les ressources financières familiales, il devient appréciable. Quant au prix du régime à 2,75 fr le kg est-il en lui-même beaucoup plus avantageux que précédemment (1,55) ? En soustrayant les frais de cueillette et de transport, qui ont augmenté de 2,5 fois et s'élèvent donc à 0,85, il reste au propriétaire des palmiers 1,90. Comparé au revenu du capital avancé en 1950, soit 1,25, il y aurait progression, mais en calculant, — ce qui eût été plus exact — le prix moyen de l'huile à 30 fr déjà, comme il l'est aujourd'hui, on retrouve la même valeur. Dans ces conditions, on constate que le propriétaire n'a pas augmenté son gain unitaire, en fonction soit de son capital (28), soit de son travail. Seul s'est accru le salaire horaire tel qu'il est payé aux manœuvres (à l'usine, au grimpeur).

A-t-il augmenté son gain en volume ? La commercialisation des palmistes permet de cerner la question dans la mesure où tous les noyaux sont récupérés et cassés pour être vendus, ce qu'en gros on peut admettre, bien qu'une chute des cours décourage en général le producteur. Elle ne suit pas un calendrier rigoureux étant donné justement l'importance des cours et le jeu de la demande. Les variations annuelles sont donc d'interprétation directe peu aisée (29). Toutefois la tendance générale de la courbe fait ressortir une progression générale continue jusqu'en 1960 et plus fluctuante ensuite. Pour la palmeraie l'allure est à peu près la même et la progression est donc de 20 %, mais comme par ailleurs la population a vraisemblablement augmenté aussi de 20 %, le gain par tête est nul.

En considérant non plus les palmistes mais l'huile, les résultats apparaissent encore plus défavorables. Bien que la production soit très difficile à connaître, il y a tout lieu de penser qu'elle croît régulièrement comme les palmistes qui en sont, pour la très grande partie, le sous-produit de fabrication. Les rapports du Service de l'Agriculture l'esti-

maient en 1953 à 13 000 tonnes, en 1965 à 23 000 tonnes, une proportion notable passant à une autoconsommation en progression, quoique la consommation de la ville s'accroît aussi et peut-être la demande nigériane. Mais la quantité livrée à l'exportation, ramenée maintenant pour l'essentiel à la production des usines semble étale, et même en chute réelle par rapport au maximum de 1955 où les 9 560 tonnes auraient été atteintes (dont 4 600 pour les usines). De la sorte le revenu de la palmeraie se trouve lui aussi en baisse de ce côté et d'une façon qu'on pourrait prévoir irréversible, puisque la consommation doit suivre l'accroissement de la population. (Les experts l'évaluent à 16 kg par an et par personne, soit 4 500 tonnes en 1965 pour l'ensemble de la palmeraie).

Si le paysan gagne moins que par le passé, ses dépenses n'ont pas exagérément augmenté pendant le même temps. Un poste lui semble toujours lourd, c'est celui de l'impôt personnel qui atteint 1 710 fr, auquel s'ajoute une taxe de développement de 100 fr. Comparé aux 450 ou 500 fr de 1950, la progression est sensible, mais elle correspond à des charges naturellement plus lourdes de l'Etat, à des prestations plus larges, par exemple en écoles, bien que beaucoup de villages n'aient encore que la solution de l'enseignement privé à titre onéreux (de l'ordre de 1 000 fr par an et par élève). Pour les objets d'importation, le glissement des prix a été très limité, surtout comparativement à bien des pays voisins. La médiocrité générale du pouvoir d'achat n'incite pas aux folles dépenses, mais aussi le Gouvernement n'a pas multiplié démesurément les diverses taxes et droits indirects. Pour lutter contre le courant inflationniste qui se faisait jour en 1967, et contre les méfaits de la contrebande, des mesures extraordinaires ont été prises, amenant des désarmements douaniers, des suppressions de taxes exceptionnelles et des accords de baisse avec le commerce local (30). Un autre élément favorable a été l'ouverture du port de Cotonou en 1965. On se souvient du fardeau que représentait pour l'économie dahoméenne le fonctionnement de l'ancien wharf et ses répercussions sur les prix (31). Aujourd'hui les opérations de déchargement se font aux meilleures conditions. Il en résulte que si des matériaux de base comme la tôle ondulée vendue en 1954, 55 fr le kg valaient tout de même le double en 1968, le

ciment, lui, n'est passé aux mêmes dates que de 6,9 fr à 7,8. Enfin sur les marchés les tissus se tiennent entre 110 et 168 fr le mètre pour 125 fr en 1950. Le développement des industries locales — tout comme celles du Nigeria — pourra certainement aussi aider au maintien des cours — sinon à la baisse — de denrées autrefois importées d'Europe et frappées de frais intermédiaires considérables.

Nous avons émis en 1951 l'idée que l'accroissement des facilités financières risquait d'entraîner une progression de l'alcoolisme. Le premier point ne s'étant pas réalisé, la conséquence ne pouvait donc intervenir, mais ce n'était pas pourtant un leurre de croire à cette éventualité, il n'est que de se référer à la situation actuelle — préoccupante — du Gabon.

Il est difficile de se faire une idée de la consommation d'alcool dans la palmeraie. S'il s'agit de produits d'importation, on ne peut pas aisément détecter la répartition régionale, ni même ventiler ce qui va au Niger et ce qui reste au Dahomey. Les chiffres globaux font d'ailleurs apparaître une chute des entrées depuis 1966 qui s'explique par le marasme économique du pays. Même si le prix du whisky est le plus bas de toute la côte d'Afrique (750 fr CFA la bouteille), il est encore trop élevé pour la plupart des bourses et tout autant le litre de vin rouge à 120 fr en brousse. Toutefois il existe un succédané local beaucoup plus abordable, l'alcool distillé de vin de palme, appelé **sodabi** (32). D'un titre assez élevé (48°) et d'un goût rappelant la vodka, il ne revient en effet qu'à 150 fr le litre. Sa fabrication naguère rigoureusement prohibée vu les massacres de palmiers qu'elle entraînait reste entourée d'une certaine discrétion, si bien qu'il est impossible de chiffrer son étendue (33). On s'en procure aisément sur le marché et on le consomme à toutes les occasions de la vie sociale.

Au terme de ces quelques remarques sur l'économie de la palmeraie, des vues plutôt pessimistes se dégagent : une population nombreuse, au faible revenu, sous employée, difficilement en mesure d'améliorer ses conditions matérielles sans une remise en question profonde de toutes ses structures.

Les pouvoirs publics ont recherché de longue date comment encourager le paysan à produire davantage, en augmentant

son gain et en le protégeant de l'usure traditionnelle. On cite des essais de coopératives dès 1947 avec quelques résultats dans le Nord Dahomey pour la commercialisation du coton ou du karité (34). En 1957 fut institué un Crédit National destiné à aider des mutuelles, mais les règles d'une saine gestion financière n'ayant pas été respectées, ce fut le fiasco (35).

Le bloc de Gbada devait aussi être exploité en coopérative, mais les résultats furent assez désastreux, les paysans refusant toute contrainte relativement à leurs cultures, moquant les agents d'encadrement, laissant en définitive dépérir la très belle palmeraie qui avait été aménagée à leur intention (36). Ainsi le principe de la coopérative était-il sérieusement mis en échec.

En 1962, la relance vient de l'Union Suisse de Coopérative qui propose une solution originale avec le mouvement coopératif parrainé. Un grand élan de solidarité est suscité parmi les coopératives suisses pour obtenir les fonds nécessaires à la création d'une quinzaine de coopératives de villages en différents endroits du Dahomey, dont une dans la Palmeraie près de Sakété (37). Il était demandé à celles-ci de former des groupes de 30 à 50 ménages qui s'engageaient à apporter chacun 3 à 4 hectares de terres défrichées et essouchées; les cadres techniques venaient s'initier en Suisse, du matériel et des bâtiments étaient prévus. Au bout de cinq ans, les jeunes coopératives devaient voler de leurs propres ailes et même participer à une action « en boule de neige » (38). Le Gouvernement accordait tout son appui à cette généreuse entreprise. Dans le Sud, elle se solda malheureusement vite par un échec dont les leçons doivent être gardées pour mieux appréhender les difficultés encourues en pareil cas. La lassitude fut rapide chez les coopérateurs qui avaient à fournir un travail hors de proportion avec l'habituel (70 jours par an ici, 180 là); ils étaient d'ailleurs rétribués et de la sorte se considérèrent vite comme des salariés — ou des fonctionnaires, certains sous-traitant même (39). Par ailleurs l'encadrement ne donna pas non plus toute satisfaction. Ainsi les terrains dont les défrichements avaient été commencés sont-ils retournés en palmeraie. L'idée de coopération volontaire tombait du même coup en quenouille.

Parallèlement à ces tentatives, le Gouvernement promouvait les champs collectifs—se confiant au principe alors très à la mode des investissements humains. Chaque village sous la responsabilité de son conseil devait mettre un champ en culture dont le revenu serait destiné à son équipement économique. Là encore, au moins dans le Sud, les résultats furent décevants; la contrainte fut mal supportée et l'expérience ne survécut pas au changement politique de 1963 (40). Restent visibles ici et là les défrichements auxquels ces champs avaient donné lieu et des constructions que l'on avait commencé à édifier dans l'enthousiasme initial, telles des maisons de jeunes. De grands chemins ouverts en même temps ont eu toutefois la vie plus longue.

Devant tous ces résultats contradictoires, la SONADER, organisme public qui a en charge le développement rural, pratique le système de la coopérative obligatoire (41). Elle délimite en fonction de ses programmes des périmètres d'aménagement à l'intérieur desquels les propriétaires en place perdent en quelque sorte l'insuffruit au profit de la coopérative, mais en échange leur sont remises des parts sociales (A) qui rapportent annuellement 3% sur la valeur de l'hectare fixée à 30 000 fr. De plus s'ils participent aux travaux, ils reçoivent comme les manœuvres des parts (B) sur la base de 125 fr en cas de bénéfice pour la journée et de 200 jours par an, et éventuellement des ristournes en fonction de leur participation. En théorie, tout le monde devrait y trouver son compte. Le propriétaire n'est pas évincé; son droit est même confirmé en même temps qu'il devient cessible le cas échéant à d'autres coopérateurs. Il y a cependant un facteur contraignant: l'exploitation n'est plus libre; le produit de la terre revient à la coopérative.

En pratique, c'est ce point de vue qui semble l'emporter. Certes de remarquables palmeraies ont pu être implantées sur ces bases, mais elles sont toutes situées en dehors de la zone d'influence de Porto-Novo, que ce soit à Agonvi ou à Grand Hinvi (42), c'est-à-dire dans un milieu où la densité de population reste relativement modérée (20 environ) et où par conséquent, à côté de terrains de culture, peuvent encore sans grands heurts en être dégagés d'autres pour les blocs de plantations. Sur Porto-Novo, la situation est toute différente. Sans doute est-ce là où les conditions

seraient les plus favorables : terrains épuisés par les cultures alors que la croissance du palmier y est remarquable, équipement industriel déjà existant, facilité des moyens d'évacuation. Mais la population y est aussi la plus forte, une population attachée avant tout à sa subsistance comme nous le constatons déjà en 1950, et c'est pour cela que les oppositions sont si fortes — brutalement exprimées en 1963 — et les résultats si limités.

Il semble qu'il y ait conspiration entre des intérêts pourtant aussi opposés que les quelques grands propriétaires à gage qui régissent en fait l'économie de la palmeraie et le cultivateur grugé par eux, mais libéré d'exploiter la terre à son rythme et à sa guise, alors que dans la solution préconisée il perdrait en une certaine façon son autonomie. Il est assez piquant d'avoir pu assister à vingt ans de distance, dans les mêmes lieux et place, à la confrontation de l'autorité légale — hier le chef de la S.R.P., aujourd'hui un responsable de la SONADER — et de la puissance réelle jouissant de toutes sortes de contraintes, d'appuis occultes et de la force de la tradition. Les mêmes arguments persuasifs étaient avancés (en 1950, c'était seulement pour la mise en place de palmiers sélectionnés), la même force de résistance était finalement opposée. Parallèlement à son rôle d'aménagement, la SONADER se réserve une fonction éducatrice par le biais des coopératives (43). Elle forme en effet sur des bases très pratiques le personnel qui les gère, prévoyant un encadreur par 200 hectares de palmeraie ou par 100 de cultures vivrières. Ainsi progressivement le paysan devrait-il être amené à changer à la fois ses techniques et son comportement. Malgré tous ces efforts, beaucoup reste encore à faire.

A quelle conclusion parvenir ? Il ne faudrait pas considérer ce petit monde comme un monde statique, incapable d'évoluer. Il n'est que de le voir vivre pour se convaincre qu'il s'adapte à la marche du temps. Les femmes sont sensibles à la mode, vêtements et sous-vêtements, produits de beauté, rouge à ongles... Les hommes ont l'esprit inventif : par exemple avec la route bitumée est né un nouveau métier, celui du transport de personnes sur le porte-bagage des vélos (25 fr pour les 9 kilomètres qui mènent de Porto-Novo à Adjarra, et 1/2 heure de trajet). Mais n'est-ce pas là le type même d'activité médiocre liée au sous-développe-

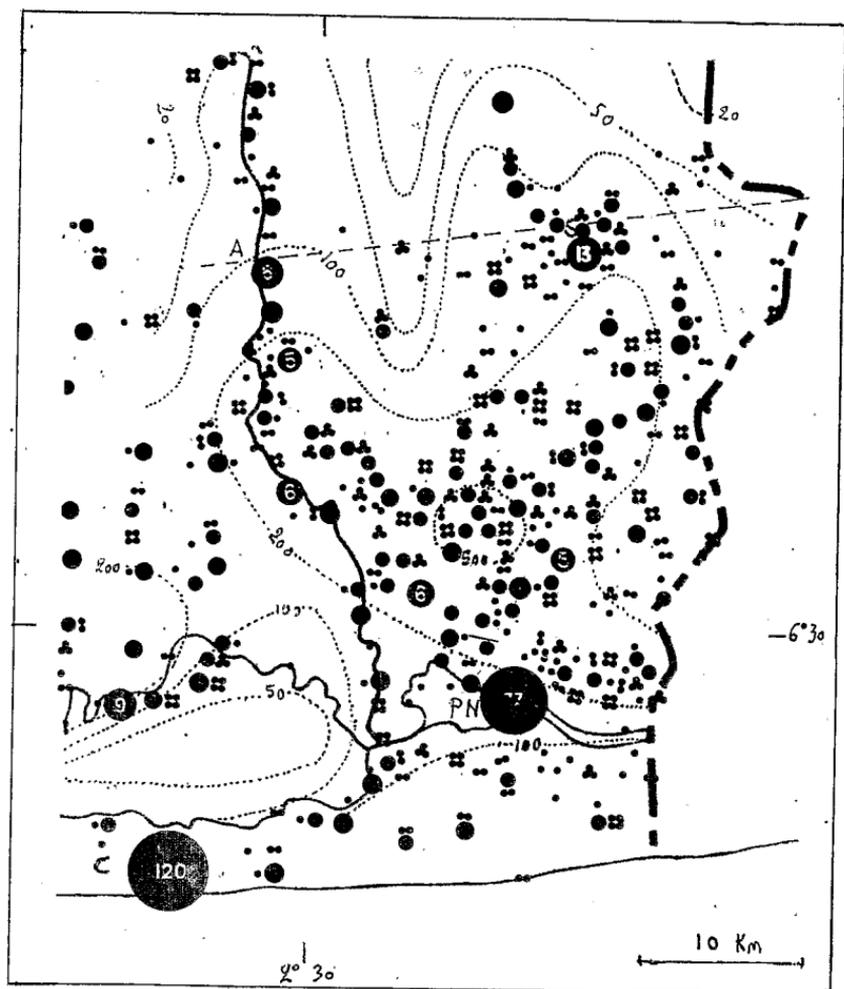


Fig. 2 Distribution de la population.
 Extrait d'une carte inédite du Dahomey préparée par L. Okioh suivant la méthode de l'U.G.I. (1 point égale 200 habitants). Les courbes limitant les densités 20 - 50 - 100 - 200 - 500 h/km² ont été ajoutées ainsi que la limite Nord de la Palmeraie et d'après les chiffres du répertoire des villages de 1961).

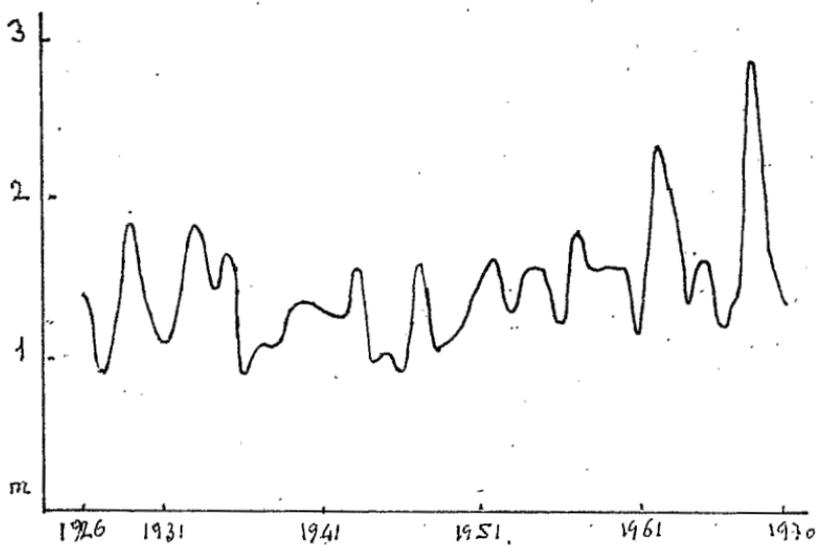


Fig. 1 Pluviométrie de la palmeraie (45 années)

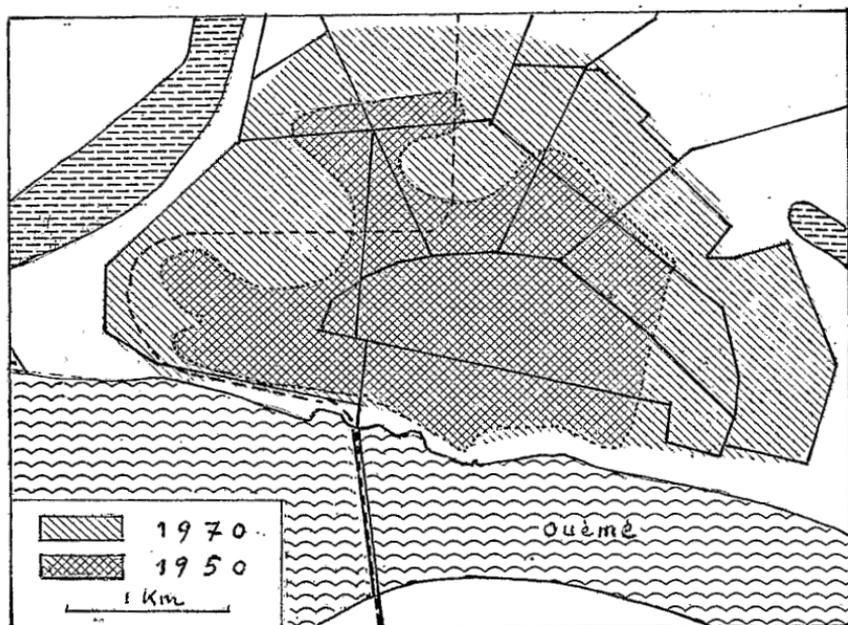


Fig. 3 Extension de Porto-Novo (1950 et 1970)

ment ? Beaucoup d'autres par contre s'avèrent économiquement plus justifiées. Ainsi le développement des concasseurs de palmistes ou des moulins à maïs. Il n'y a plus que les vieilles femmes pour occuper les loisirs qui cassent les noyaux à la pierre, et le maïs n'est plus souvent écrasé à la main. On peut toutefois penser que le prix de l'opération est encore trop élevé (de l'ordre de 20 fr le panier de 4,5 kg). Du côté des réalisations sociales, la réponse est bonne, ainsi le nombre de consultations enregistrées par le dispensaire d'Honvié est passé en trois ans de 2 000 à 4 000 — il ne coûte à vrai dire rien pour les bénéficiaires que de se déplacer.

A d'autres égards la société semble figée dans l'immobilisme. La chefferie traditionnelle n'a pas perdu tout son pouvoir dans la campagne et ses prolongements sur la propriété foncière subsistent quelles que soient les transformations notées par les sociologues; la fonction garde son caractère religieux et la religion chtonique reste vivace. Celle-ci sous ses formes collectives, les grandes cérémonies, a sans doute reculé, mais sur sa base familiale, il n'est que de voir l'entretien dont sont l'objet les petits temples voisins des maisons pour lesquels ni la tôle ni même le parpaing de ciment ne sont considérés comme un luxe. Il y a tout lieu de penser qu'une religion à base syncrétique, comme la pratiquent les Afro-américains du Brésil ou les Antillais, est en train de prendre racine.

On regrettera certaines régressions, ainsi l'état d'entretien désastreux de certaines routes construites coûteusement à partir de 1950 comme celle de Sakété vers la frontière du Nigeria, mais n'était-ce pas le type de ces investissements dont on pouvait prévoir qu'ils représenteraient une charge écrasante pour les budgets de l'avenir ? Ainsi le paysan de la palmeraie se trouve-t-il vraiment pris entre deux alternatives comme tous les paysans aujourd'hui : rester soi-même ou s'adapter aux conditions de la vie moderne. Mais ici la réponse est infiniment plus délicate qu'ailleurs vu la densité de la population et le manque de terre qui s'en suit, mais aussi sa richesse relative qui fait qu'on s'y attache légitimement et qu'on hésite à la quitter alors qu'ailleurs la réussite n'est pas encore absolument garantie.

Gérard BRASSEUR
ORSTOM Paris

Notes

- (1) P. et G. BRASSEUR. Porto-Novo et sa palmeraie. Dakar, 1953. Mémoire IFAN, 32.
- (2) M. SLANSKY. Contribution à l'étude du bassin sédimentaire côtier du Dahomey et du Togo. Mémoire B.R. G.M. n° 11. 1962. p. 224.
- (3) Id, p. 140.
- (4) WILLAIME (P.). Reconnaissance pédologique de la palmeraie de Porto-Novo. ORSTOM, 1958, pp. 17-18.
- (5) WILLAIME (P.). Erosion normale sur terre de barre. ORSTOM, 1965.
- (6) VERNET, VOLKOFF, WILLAIME. Etude de l'érosion sur terre de barre. ORSTOM, 1965.
- (7) FAUCK. Etude des sols de la région d'Agonvy. ORSTOM, 1962.
- (8) M. P. WHITE. Terre de barre, the Basis of a West African Agricultural Region, in: **Bull. IFAN B.** 1965, 169-182, dit même: de grande potentialité. Cette étude qui couvre l'ensemble du domaine de la terre de barre, du Ghana au Nigeria, présente d'utiles croquis géologique, morphologique, et une coupe intéressant la palmeraie.
- (9) MERCIER (P.). Carte ethno-démographique de l'Afrique occidentale; feuille n° 5. Dakar, IFAN, 1954.
- (10) Feuilles de Porto-Novo 2c et 4a. IGN, 1968. Tirage préliminaire d'après les photos aériennes de 1956-57.
- (11) L'A.S.E.C.N.A. publie mensuellement les données collectées par le Service de la Météorologie de Cotonou.
- (12) Données de base sur la situation démographique au Dahomey en 1961. Paris, INSEE, 1962, 87 p.

- Enquête démographique au Dahomey. 1961. Résultats définitifs. INSEE, 1964.
- (13) Un problème identique est posé par L. VERRIERE. in : La population du Sénégal. Dakar, 1965, p. 62.
- (14) Enquête statistique du Gabon.
- (15) Nombre d'arrondissements et de villages : Porto-Novo 4—90, Adjohon 4—79, Avrankou 1—70, Sakété 4—78, Pobé 4—38, Ketou 1—15. En 1950, sans Pobé, le nombre des villages était de 285.
- (16) De 1950 à 1970, y compris Porto-Novo et les écoles privées confessionnelles ou non.
- (17) Porto-Novo et sa palmeraie, p. 80.
- (18) R. BLANC. Bilan encore fragile de la démographie africaine in : Econ. et Stat. 1969, n° 3, p. 19.
- (19) On rappellera l'étude de A. ADANDE, le maïs et ses usages dans le Bas-Dahomey, in : **Bull. IFAN**, 1953, p. 218-282
- (20) JESEL T. Le maïs au Dahomey, in : **Et. Dah.** 1953 n° 8,7-18, montre l'importance de la commercialisation au Bas-Dahomey surtout dans les années 1934-1945 et particulièrement celles où le rendement à l'hectare avait dépassé 700 kg.
- (21) Son usage ne remonte vraiment qu'à la guerre 1914-1918 A. ADANDE **ibid.** p. 232
- (22) Rapports du service de l'Agriculture de 1951 à 1966. Selon les travaux de l'IRAT qui a mis au point une variété de maïs avec un cycle de 105 jours et un rendement supérieur de 50% aux variétés locales, l'emploi des engrais transformerait la culture du maïs, mais il ne faut pas espérer son extension s'ils doivent continuer à coûter 30 fr le kg pour un prix de vente de la céréale toujours incertain (jusqu'à 45 fr mais aussi moins de 10 fr).
Cf. R. WERTS et S. BOUYER — Problèmes posés par la vulgarisation des engrais au Dahomey — in Colloque sur la fertilité des sols tropicaux, Tananarive, 1967, t. 2, p. 2117-2121. 1968. Paris, IRAT.

- (23) I.R.H.O. 1964. Plan palmier à huile. Dahomey. Annexe I.
- (24) P. WILLAIME, 1958, p. 14. Nous avançons en 1950 une année de jachère pour deux de cultures.
- (25) SONADER. Projet d'aménagement agropastoral de la région d'Agonvi. Porto-Novo, 1966.
- (26) VALLET (J.) Région du Grand Hinvi. Paris, I.G.N., 1968.
- (27) Dans sa thèse intitulée : Régionalisation et développement agricole du Dahomey (soutenue en Sorbonne en mars 1970), M. M. DISSOU souligne, à propos du Mono, le rôle capital que la commercialisation peut jouer dans l'économie régionale.
- (28) Dans le cas du capital, il aurait même baissé puisque la valeur du palmier est appréciée maintenant de 500 à 1 000 fr suivant sa qualité, contre 450 en moyenne en 1950.
- (29) D'autant plus que le facteur météorologique intervient aussi. Rappelons que J. ADAM in : le palmier à huile (1910) considérait, graphiques à l'appui (p. 80-82), que la production d'une année reflète la situation pluviométrique de la précédente petite saison.
- (30) Dahomey 1967-1968. Dossier d'information économique. Paris, S.E.A.E., mai 1969, p. 5.
- (31) BRASSEUR (P.). Cotonou. **Cahiers O. M.**, 1953, p. 364-378.
- (32) BISMUTH H. et MENAGE C. Les boissons alcooliques en AOF. **Bull. IFAN B**, 1961.
- (33) Les rapports du Service de l'Agriculture avancent pour Porto-Novo des abattages de 11 000 palmiers en 1954 et de 44 000 (dont 2 000 clandestins) en 1964. Un arbre permettrait de préparer 60 litres de vin ou 6 litres d'alcool.
- (34) HIRSCHFELD. Sur quelques expériences coopératives. **Rev. Et. coop.**, 1965, p. 139.

- (35) COMTE B. Développement rural et coopération agricole en Afrique Tropicale, Fribourg, 1968.
- (36) **Aube Nouvelle** (Porto-Novo) du 13 avril 1969.
- (37) BARBIER (Ch.) et DIETERLEN (H.). Les coopératives suisses apportent leur aide au Dahomey in : **Rev. coop. intern.**, 1962.
- (38) BARBIER (Ch.). Coopération et compréhension internationales in : **Rev. intern. Educ. Adultes**, 1964, p. 3-4.
- (39) **Tribune de Genève**, septembre 1965.
- (40) MAGNES B. Les champs collectifs au Dahomey in : **Coop. et Dévelop.**, 1965, p. 5.
Voir aussi : Julien QUIRINO-LANHOUNMEY. Le développement communautaire en Afrique Noire, leçon d'une expérience au Dahomey, in : **Politique étrangère**, 1964, p. 161-180.
- (41) MENSAH M. L'expérience dahoméenne en matière de coopératives de production in : **Et. Dah.**, 1966. KINGBO Isaac. La SONADER — Abidjan, 1919, INADES — document agricole n° 6.
- (42) VALLET J. **ibid.**
- (43) Nations Unies. C.E.A. Le développement rural au Dahomey. Addis-Abéba, 1970, p. 154.

ex "ANNALES ECOLE LETTRES
UNIVERSITE du BENIN
LOME 1972 N° 1